

---

Publié le: 17-04-2013



Le Parlement européen a adopté aujourd'hui le rapport d'évaluation sur les activités de la BCE pour 2011. En approuvant un amendement de l'ADLE, le Parlement a demandé à la banque centrale d'intervenir directement afin d'aider les PME qui font face à la grave crise du crédit actuelle dans plusieurs États membres.

Ramon Tremosa i Balcells (CiU, Catalogne, Espagne) porte-parole de l'ADLE sur le rapport, a déclaré : "La BCE doit chercher des moyens pour cibler les PME plus directement et mettre en œuvre une politique d'achat de titres de haute qualité directement titrisés aux PME".

"En réalité, jusqu'à présent, la plupart de l'argent de la BCE allant aux banques a servi à acheter la dette publique et n'a pas été répercuté sur les petites entreprises pour l'investissement. Nous ne disposons pas d'une union monétaire si les PME compétitives dans certains États membres, Unis doivent fermer parce que le crédit est rare et tomber. Nous ne disposons pas d'une union monétaire si les PME de certains États membres doivent fermer parce qu'elles paient entre 4 et 8% de plus pour un prêt que d'autres PME semblables dans d'autres pays de la zone Euro. Cette différence est devenue structurelle". "Les difficultés dans lesquelles se trouvent les PME détruisent notre tissu économique européen. Cette crise a besoin de moyens plus créatifs afin que l'Europe puisse répondre aux besoins des PME. Nous devons rétablir le mécanisme défectueux de transmission de la politique monétaire avant qu'il ne soit trop tard".

Au cours du débat sur le rapport avec Mario Draghi hier, il a confirmé que la BCE continuait à étudier les moyens afin de garantir que le flux financier atteigne l'économie réelle.